la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 4 SPÉCIAL FSM • Mardi 29 Mars 2011 • 50 centimes

RETOUR DE DAKAR

Ce numéro spécial *«Forum social mondial»* du journal est composé de manière inhabituelle parce qu'il a été préparé et écrit de manière inhabituelle. C'est pourquoi cet «édito» aussi se présente sous forme et contenu inhabituels.

Au cours de plusieurs interviews collectives, ont diversement apporté leur contribution à la chronique de la *Caravane Bamako-Dakar*, Simone Rivolier (FASTI), Métie, Abbas Karamoko, Mamoudou Diallo et Francisco de Carvalho (tous trois membres de l'association DIEL, droits ici et là-bas), Ohran Dilber (CSP Kurdes et Turcs), et Marie de Saint-Phalle, qui ont tous (à l'exception de cette dernière, présente depuis Kaolack) participé à la caravane et à ses différentes étapes au Mali et au Sénégal, puis aux activités du FSM de Dakar.

Pendant les premières réunions pour la rédaction de cette chronique, il a été décidé (selon la formulation proposée par Orhan, discutée, puis adoptée d'un commun accord) que leurs témoignages sont fournis à titre de *« participants à la délégation du ministère de la régularisation de tous les sans-papiers »*. *[MRSTP, coordination de collectifs formée pendant l'occupation de Baudelique à Paris]*

Il n'en reste pas moins que chacun est garant et responsable, envers le journal et ses lecteurs, de la qualité et du choix des informations fournies et débattues aux cours des réunions auxquelles il a participé. Aussi il n'est pas déplacé d'indiquer ici le détail de ces participations. Ont pris part aux réunions qui ont amené à la rédaction du préambule : Simone, Métie, Orhan, et Mamoudou. Le premier chapitre (Bamako) se base sur le récit de Métie (et, pour certains détails, sur le témoignage de Françoise Carrasse de DIEL), confirmé et complété successivement par ceux d'Abbas et Mamoudou. Sur la base du récit de ceux-ci a été rédigée la chronique de l'expédition de Nioro et Gogui, à laquelle Simone a plus tard apporté des précisions. Celle des deux derniers jours passés à Bamako et des étapes de Kayes et Tambacounda est due à l'interview conjointe de Carvalho et Abbas. Sur leurs récits confrontés avec ceux de Simone, puis de Métie et Marie, a été rédigé le chapitre sur Kaolack. Le chapitre sur Dakar et le FSM est basé sur l'interview à trois de Marie, Métie et Abbas, puis sur celle de Simone (plus une information communiquée par Mamoudou). De même la conclusion, achevée notamment grâce à des suggestions de Simone.

Les lecteurs du journal verront bien par ailleurs que ce numéro n'aurait pu être complété sans les communications envoyées par Odile Schwertz-Favrat (FASTI) et les *Notes africaines* de Pierre-Jean du CSSP49 Maine et Loire (*pj49*).

Ce numéro devait se terminer par un article sur les rencontres de la délégation avec les autorités politiques locales au sujet des sans-papiers maliens et sénégalais en France. Sissoko était attendu pour cette interview, mais son vol de retour a été plusieurs fois annulé. Un texte de Pierre-Jean remplace l'interview manquée.

Tel qu'il est, ce numéro est donc largement insuffisant pour rendre compte de l'ensemble et de la portée du périple africain des représentants des collectifs autonomes de sans-papiers à l'occasion du FSM de Dakar, expédition qui a comporté un important investissement de forces humaines et pécuniaires. Beaucoup de témoignages et de documents restent à recueillir et à collationner, en vue d'une utilisation critique d'avenir, prospective et de proposition. Mais une critique d'avenir ne saurait se faire sans la critique «en cours de route». Même si cela risque de ne pas être du goût de tout le monde, il a donc semblé que ce numéro puisse être, si imparfait soit-il, un premier pas dans cette direction.

Caravane Bamako-Dakar

Les collectifs de sans-papiers aussi ont été présents !

Dès le 25 janvier, premier jour de notre présence à Bamako, nous sommes tombés en plein dans les discussions et controverses entre les différents participants à la caravane. Discussions concernant notamment les actions à mener afin de donner le plus de retentissement public aux buts pour lesquels la caravane a été proposée et organisée : libre circulation des personnes et ouverture des frontières ; suppression de l'agence européenne FRONTEX chargée de la surveillance des *« frontières extérieures »* de l'Union Européenne.

Initiateur et organisateur de la caravane, le réseau Europe-Afrique-Interact, créé en 2009, est composé essentiellement d'*« activistes du Mali, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hollande »*. Fin 2010, les groupes maliens participants étaient une dizaine, parmi lesquels il faut citer au moins le MSV, mouvement des sans-voix, et l'AME, association des Maliens expulsés. Cette dernière est la correspondante africaine du réseau. *[Voir site : http://www.afrique-europe-interact.net/]*

En partant de Paris, notre dessein était de nous joindre à cette initiative mise en train par d'autres, mais en gardant un degré d'autonomie qui restait à définir. En participant à ces discussions, il nous a été clair que nous étions en présence d'un « rassemblement » représentant comme deux « tendances », une plus modérée et plutôt « légaliste », l'autre plus « radicale ». Il vaut mieux le dire une fois pour toutes, cette divergence a traversé les participants et accompagné la caravane pendant tout son parcours, elle s'est manifestée à chaque fois qu'il a fallu prendre des décisions d'action, selon des clivages mobiles et assez imprévisibles.

Une fois sur place, nous avons donc eu la confirmation, encore une fois, de la justesse de la démarche autonome des collectifs de sans-papiers et avons décidé d'être à la fois autonomes et partie prenante de la caravane. Autonomes, à la différence des autres groupes, avant tout pour notre logistique (par exemple nous avons loué nous-mêmes notre bus), et puis par la proposition d'actions spécifiques que nous avons en tout cas (acceptées ou non par les autres) menées nous-mêmes. Partie prenante, pour la participation aux discussions, initiatives et actions communes.

Il faut ajouter que d'autres groupes ou individus se sont joints à la caravane, soit avant le départ soit pendant le parcours. Rappelons ici au moins l'ARACEM (association des refoulés d'Afrique centrale au Mali) et des membres africains et européens du CADTM (comité pour l'annulation de la dette du tiers monde). Enfin, de nombreux jeunes de différents pays d'Afrique et d'Europe qui ont eu connaissance de l'initiative par internet. Si bien qu'au départ de Bamako nous étions une dizaine de bus (pas loin de 500 personnes) et à l'arrivée à Dakar une petite quinzaine (à peu près 700 personnes). Dans notre bus, par exemple, nous étions 51 passagers : les 24 de la délégation, plus deux sans-papiers expulsés, quelques sympathisants qui se sont mobilisés à nos côtés à Bamako, quelques proches des membres de la délégation, et les treize musiciens de l'orchestre embauché sur place pour animer nos actions et nos arrivées dans les villes du parcours.

BAMAKO

Dès le jour suivant nous avons reçu le baptême du feu. Et quel baptême !

Un des objectifs de notre expédition africaine était de solliciter les ambassadeurs français, d'abord au Mali, puis au Sénégal, pour qu'ils interviennent auprès des consuls français afin que ceux-ci délivrent des visas à des sans-papiers expulsés de France. Cet objectif devait être comme un symbole de la prise en compte politique de nos revendications, et il avait été annoncé à ces ambassadeurs (ainsi qu'à d'autres dans d'autres pays d'Afrique occidentale) par lettres envoyées par la valise diplomatique.

Contre l'avis d'autres groupes, notamment de l'AME, nous prévenant du danger d'improviser un rassemblement non autorisé par la police malienne, nous nous sommes réunis à une vingtaine d'entre nous au marché tout proche de l'édifice de l'ambassade et du consulat français. De nombreux participants à la caravane se sont joints à nous et, tous ensemble, nous avons bougé pour nous approcher de l'ambassade distante d'une centaine de mètres. Notre présence bruyante, notre nombre et nos mouvements ont attiré l'attention de la population locale, dont une partie s'est jointe à nous, surtout des enfants qui se sont placés en première ligne en criant avec nous nos slogans et en chantant nos chants. C'est donc une foule d'une certaine importance, en tout cas assez inhabituelle (sans doute deux centaines de personnes), qui s'est rassemblée devant l'ambassade pour demander un rendez-vous avec l'ambassadeur afin de lui exposer nos revendications et lui remettre en mains propres le dossier d'un expulsé malien. Sur ces entrefaites, le cas d'un autre expulsé nous a été soumis sur place, si bien que nous avions deux dossiers à présenter et à défendre.

Notes africaines 1

Ce qui frappe lors de la traversée de Bamako, c'est le nombre de maisons qui ne sont pas finies de construire. En Égypte existe le même phénomène et la raison en est simple : les impôts fonciers sont payables à l'achèvement du toit, alors évidemment... Ici c'est différent, m'explique un chauffeur de taxi. Ce sont les expatriés qui construisent leurs maisons ; la famille et les amis y travaillent mais il faut acheter les matériaux, et je suis bien placé *[l'écrivant est maçon de son métier]* pour savoir que c'est un paquet d'heures sup' à faire. Beaucoup de matériaux de construction sont des matériaux de récupération, on peut dire qu'à leur manière les Maliens sont devenus des spécialistes du tri sélectif.

(pj49)

Notes africaines 2

Bamako, dimanche 30 janvier, conférence de presse du parti SADI, solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance. Parle son dirigeant Oumar Mariko, qui fut un des dirigeants étudiants de la révolution de 1991... Lors de ses rencontres en France avec les dirigeants des organisations politiques et syndicales, ceux-ci voulaient bien collaborer avec son parti, mais leur discours était radicalement différent du côté de Bamako, ils refusaient de dénoncer les dirigeants africains compromis avec l'impérialisme français. Il a cité ainsi les dirigeants du PS, de la CGT, du PC et du NPA, mais aussi des associations, GISTI, LDH... Même chose pour les altermondialistes lors du forum social de Bamako en 2006. Les organisateurs lui avaient refusé l'entrée et la parole, alors que son parti et lui accompagnaient les cheminots et mineurs d'or en grève et les paysans expulsés de leurs terres ; évidemment pour ne pas porter ombrage au pouvoir malien. Au final, ils n'avaient pu entrer que grâce à l'insistance des représentants de *Droit devant !* à leurs côtés... Si c'est vrai, voilà qui promet pour le forum de Dakar.

(pj49)

Sur la voie publique il y a eu diverses prises de parole, dont les nôtres. Pendant cela, un gros contingent de CRS maliens est arrivé sur les lieux. Ces prises de parole terminées, et alors que nos responsables discutaient avec un policier de l'ambassade pour le rendez-vous avec l'ambassadeur, un deuxième commandant a surgi à côté des CRS en donnant l'ordre : *« dégagez-moi ces gens-là ! »* (textuel). L'attaque a été immédiate, sans sommation ni autre forme d'avertissement. Les CRS ont foncé sur nous, nous ont violemment chargés à grands coups de matraques et renfort de gaz.

À cet endroit, la rue est large et les voies de circulation sont séparées par un mur faisant barrière, comme dans les autoroutes. Un certain nombre d'entre nous ont été poussés et renversés au-delà par le recul du rassemblement sous le déchaînement de la charge, mais la plupart nous étions acculés contre ce mur. Nous étions donc tous une cible facile pour ces hommes puissamment cuirassés : ce qui nous a surtout frappés, c'est le caractère méthodique, discriminatoire, du matraquage, qui ne visait que les noirs, cherchant soigneusement à éviter les blancs ; cela a été tout à fait évident lorsque plusieurs de ceux-ci ont voulu s'interposer, les bras et les matraques des flics les dépassaient pour aller frapper les noirs derrière eux.

Rien que dans notre groupe d'une vingtaine de personnes (une dizaine, comptant les seuls noirs) il y a eu trois blessés. Heureusement sans besoin d'être hospitalisés. Mais nous ignorons ce qu'il en a été des autres et notamment de la population civile noire, impliquée aussi dans ce véritable passage à tabac.

Ce rassemblement et sa conclusion violente ont soulevé beaucoup de discussions à l'intérieur de la caravane, de la part des partisans de la participation aux seules manifestations autorisées, mais sans qu'une position commune soit trouvée. Il est toutefois vrai que par la suite nous n'avons plus été inquiétés par les forces de police, ni au Mali ni plus tard au Sénégal.

Nous sommes revenus à l'ambassade (une petite délégation de quatre personnes) quelques jours plus tard. Deux seulement d'entre nous ont pu franchir les grilles d'accès, mais sans obtenir, encore une fois, de rendez-vous. Finalement, tout ce que nous avons pu obtenir c'est de déposer notre requête concernant les deux expulsés. On nous a dit qu'on nous rappellerait, mais il n'y a pas eu de suites à ce jour.

Le lendemain, il y a eu une manifestation de toute la caravane dans les rues de Bamako. Départ de la Maison des jeunes (où s'était tenu un débat de toutes les associations et groupes présents dans la ville), à destination de la Maison de l'Europe, siège de plusieurs institutions européennes, pour dénoncer la politique européenne d'immigration et ses graves violations des droits de l'homme les plus élémentaires. À cette occasion tout s'est passé dans le calme.

NIORO-DU-SAHEL

FRONTEX, l'agence européenne déjà mentionnée, est la première responsable de la chasse aux *« migrants clandestins »* (futurs *« sans-papiers »*) dans le but de les refouler le plus loin possible du territoire de l'Europe. Elle intervient non seulement aux frontières européennes, mais bien au-delà. Elle est par exemple directement responsable, par la chasse à l'homme systématique qu'elle pratique au moyen de sa flottille maritime et aérienne, des dizaines de milliers de morts « naufragés » en Méditerranée ou près des côtes de l'Afrique occidentale atlantique et des Îles Canaries. Elle intervient aussi sur le territoire et aux frontières des États non européens ayant souscrit avec l'Europe des accords d'*« externalisation des frontières »*. C'est notamment le cas de la Mauritanie pour ce qui concerne sa frontière avec le Mali, pays qui n'a pas signé de tels accords. Nioro est, au Mali, la ville-préfecture la plus proche de cette frontière mauritanienne devenue, au cours des années, le principal point de passage pour les migrants de l'Afrique intérieure et centrale vers les côtes de l'Océan en tant qu'étape obligée vers l'Europe, et donc, sous cet angle, l'ultime frontière sud de la forteresse européenne.

C'est dire combien cette frontière juste au nord du trajet Bamako-Dakar que nous avions à parcourir, est devenue aussi, pour des associations maliennes telles que l'ARACEM, l'AME, les sans-voix, et pour les collectifs de sans-papiers, un symbole fort et très concret de la domination policière exercée par le Nord sur le Sud du monde.

Donc, hors de question pour tous les caravaniers qu'un de nos objectifs prioritaires ne fût pas l'organisation d'une manifestation contre FRONTEX à proximité de cette frontière et pour demander l'arrêt immédiat des expulsions de la Mauritanie vers le Mali, expulsions visant de fait non seulement des Maliens, mais tout ressortissant de n'importe quel pays d'Afrique noire.

Cette revendication, en ce lieu, était particulièrement prégnante aussi à cause de la mort de deux refoulés, survenue à Nioro dans des circonstances peu claires, mais sûrement à cause de leur état d'épuisement, d'abandon, de dénuement.

Le 27 février, dans l'après-midi, après la manifestation à la Maison de l'Europe, nous voilà donc partis à environ deux cents (chaque groupe ayant dépêché une nombreuse délégation ; la nôtre, prise en charge pour une fois par les organisateurs, étant de huit personnes), nous voilà donc partis de Bamako pour Nioro. Où nous avons manifesté le lendemain, suscitant l'attention et l'intérêt de la population locale.

Mais, s'arrêter à Nioro, à une soixantaine de km de la frontière ? ou bien continuer et aller manifester à cette frontière même, au point chaud de Gogui ? Voilà la question ; et sur cette question les discussions se sont engagées et ont duré une bonne partie d'une des nuits passées à Nioro.

Les « légalistes », AME en tête, ont tout fait pour nous dissuader de faire le déplacement, mettant en avant jusqu'à l'épouvantail d'Al-Quaïda le long de la route de Nioro à Gogui et à la frontière mauritanienne. Puis, devant la fermeté de notre résolution, pour nous faire accepter une escorte de police. Ce que nous avons bien sûr refusé : aller manifester contre une frontière militarisée et les pratiques d'une police, sous la protection militaire d'une autre police, c'était insensé !

Le lendemain nous nous sommes donc divisés en deux, car les « légalistes » ont si bien réussi à travailler sur les peurs, que moins d'une centaine de personnes (dont notre délégation au complet) étaient présentes dans les bus au départ pour Gogui. Mais c'est le plus tranquillement du monde que nous avons fait ce voyage et qu'ensuite nous avons manifesté à la frontière. *[Voir, sur cet épisode, le témoignage ci-dessous. Sur Nioro voir aussi le témoignage page 4, « Les Femmes de Nioro »]*

Nioro

La caravane est arrivée à Nioro le 27 janvier au soir. Une autorisation de parcours avait été transmise par l'AME. Cette association, vraisemblablement pour la sauvegarde de quelques acquis (subventions, locaux, entrées dans les ministères) et pour d'autres raisons qui nous échappent, a toujours fait preuve d'une excessive prudence dans ses rapports avec les autorités. Une manifestation n'est pas autorisée ? prudence ! Se mettre les autorités à dos ? surtout pas ! Il fallait contourner le danger ou renégocier les autorisations. Cette extrême prudence donna à de nombreux débats un tour très légaliste, qui eut pour effet de dissuader un certain nombre de caravanier-e-s de participer aux actions

Kayes et Tambacounda

Le 29, nous sommes tous rentrés à Bamako, ceux de Gogui aussi bien que ceux restés à Nioro. Les deux jours suivants ont été consacrés aux comptes rendus de l'expédition dans ces deux villes, aux interviews par les médias (à noter celle, qui a duré deux heures, donnée à la radio Kayira, la plus importante du Mali après la radio gouvernementale), et enfin à des rencontres avec différentes autorités. *[Voir « Notes africaines 3 » page 5]*

Mais le mardi 1er février est vite arrivé. Branle-bas général. C'est le jour fixé pour le départ de la caravane. La traversée en bus jusqu'à Dakar commence, première étape Kayes, une des villes les plus importantes du Mali et, parmi celles-ci, la plus proche de la frontière sénégalaise.

Disons-le une fois pour toutes, pour éviter d'être trop répétitifs là-dessus. Pendant tout le voyage de Bamako à Dakar, et à Dakar même, notre bus (nous ne parlons ici que de nous-mêmes, car nous étions, comme nous l'avons dit, autonomes quant à notre logistique, et par exemple logés chez des familles de sans-papiers), notre bus et notre groupe, par notre orchestre, notre tam-tam, nos appels et prises de parole au mégaphone, nos animations, nos tee-shirts, notre journal, etc., ont soulevé, partout où nous sommes passés, le plus vif intérêt, voire l'enthousiasme des populations que nous avons touchées.

Nous arrivons donc à Kayes - mais pas avant 3 h 30 du matin. Le départ de Bamako, prévu à 9 h ne s'est fait qu'après 13 h, à cause du retard accumulé par des délégations venant des pays de l'intérieur de l'Afrique.

---

non autorisées, le risque étant que la minorité décidée à braver les interdits était forcément davantage exposée.

Les autorités avaient de même mis en garde les organisateurs de la caravane contre un péril majeur, la zone de Nioro à Gogui à la frontière mauritanienne était décrétée *« zone orange »*. Le spectre d'Al-Quaïda et d'autres groupes terroristes fut évoqué à maintes reprises. Un vent de panique agita une partie de la première nuit passée à Nioro. Mais la cause de la minorité fut finalement entendue et l'AME communiqua aux autorités notre refus d'escorte.

À Gogui, pas l'ombre d'une surveillance policière ou militaire. Les rares garde-frontières cherchaient apparemment plutôt à se protéger d'un vent de sable qui cinglait les visages qu'à guetter d'hypothétiques brigands. Certains se joignirent même à notre manifestation contre FRONTEX...

Les caravanier-e-s s'en allèrent donc manifester sans encombre. Mon esprit inquiet, toujours en quête d'éclaircissements et de recherche du pourquoi, du comment (la situation était tout de même paradoxale, on nous avait promis le pire et il ne se passait rien !) me poussa à m'éloigner pour rejoindre un petit baraquement fermé. Non seulement la porte me fut ouverte sans la moindre réticence, mais je fus accueillie par deux hommes affables et extrêmement diserts, qui sans la moindre méfiance expliquèrent ce qui se passait réellement à Gogui. Le plus âgé s'est présenté comme conseiller municipal de Gogui, son adjoint, beaucoup plus jeune, se contenta le plus souvent d'opiner, de rajouter quelques détails.

De l'avis exprimé avec force par le conseiller communal, *« il ne se passe rien à Gogui depuis vingt ans »* ! Pas d'agressions, pas de brigands, pas l'ombre d'un terroriste. Les populations malienne et mauritanienne, des deux côtés de la barrière symbolique, vivent dans un extrême dénuement, dû à la rudesse du climat et au manque total d'équipements élémentaires. Des plans d'adduction d'eau ont pourtant été votés il y a des lustres. Où sont passés les financements ? Nul ne le sait. À Gogui, c'est toujours le désert dans tous les sens du terme. Le conseiller a assuré que les seuls affrontements possibles parfois effectivement ont lieu lorsqu'à la saison chaude des personnes mortes de soif sont capables de se battre pour un jerrican d'eau. C'est tout. Pour le reste, les rares populations éparpillées des deux côtés de la frontière vivent en bonne entente, se partageant du mieux qu'elles peuvent l'accueil des exilé-e-s ; dont mes deux interlocuteurs confirment qu'ils arrivent la plupart du temps, s'ils ne sont pas morts complètement déshydratés dans le désert, dans un état physique et psychique lamentable.

Ils me font remarquer au passage que, des annonces d'équipements spécifiques figurant sur les deux panneaux plantés à la frontière, aucune n'a été suivie d'une amorce de réalisation. Elles restent comme cela figure sur les panneaux : à l'état de *« projet »*.

La coopération policière malienne et espagnole dont nos gouvernements nous abreuvent va-t-elle faire avancer les choses ? En tout cas les populations du désert gèrent seules le dénuement et... l'accueil ! Que cache de la part des autorités maliennes cette monstrueuse mise en scène de périls présumés ?

Nioro-du-Sahel, Gogui, les populations du désert... *J'ai décidé que je ne me ferai pas le véhicule de la désinformation !*

(Odile)

Les femmes de Nioro

Les femmes que nous avons rencontrées, même celles qui plient sous le poids de traditions ancestrales, sont à l'affût de toute occasion de communication. Levées aux premières heures du jour, présentes partout, à la maison auprès des enfants, aux champs, au marché, occupées sans cesse à mille activités de survie, même si leur travail n'est pas rémunéré, ce sont elles qui font vivre l'Afrique.

Il y a d'innombrables associations autonomes de femmes. Partout les femmes se rencontrent, créent des lieux de parole, essaient d'inventer ensemble un mieux-être. Plusieurs centaines d'entre elles étaient présentes tout le long du voyage, à Nioro-du-Sahel, Kaolack et Dakar.

Elles vivent souvent seules avec de joyeuses ribambelles d'enfants qui viennent nous dire bonjour et s'agglutinent autour de nous chaque fois que nous arrivons dans un village. Les maris ont souvent été contraints à l'émigration. Dans l'attente d'un retour incertain et le plus souvent sans nouvelles d'eux, elles gèrent au mieux le quotidien.

Une femme horriblement meurtrie a pris le micro à Nioro pour crier son désespoir : son mari et ses trois fils avaient disparu en mer. Malgré tout elle restait debout et essayait d'encourager et de soutenir les autres, les incitant à s'organiser collectivement.

À Nioro, il n'y a pas d'associations de femmes, mais les femmes sont là, au point de rencontre annoncé, et participent nombreuses à l'hommage rendu au 14 000 personnes mortes en mer. Une réunion de femmes est prévue le soir dans le local municipal.

Elles y sont très nombreuses, plus nombreuses que les hommes, ce soir-là. Nous occupons la cour et osons de plus exiger le silence pour la tenue de la réunion !

Les langues se délient. Elles n'ont plus peur. Les doigts se lèvent. Elles parlent de la difficulté du quotidien, de la pénibilité du travail, du manque de ressources. Elles parlent des blessures de leur vie de femmes, quand elles sont délaissées par un mari qui a pris pour épouse une seconde femme et parfois deux ou trois autres. Elles disent l'humiliation ressentie par la première épouse qui doit céder la place à une autre plus jeune, qui sera préférée... jusqu'à l'arrivée de la troisième !

Elles contestent le rôle qui leur est assigné de pourvoir aux tâches les plus ingrates, celles dont les autres ne veulent pas, la relégation dans l'espace le plus vétuste de la maison, la charge qui leur incombe d'élever les enfants, y compris les enfants des autres épouses.

Nous les écoutons. Et puis elles posent des questions sur leurs sœurs de l'immigration. Elles écoutent... Et puis c'est un cri unanime : *« On veut créer notre association ce soir ! »*

On essaie d'inciter à la réflexion. Non, c'est tout de suite ! L'association est créée le soir même. Elle s'appelle *« Benkasisolidarité »*.

(Odile)

Arrivés à 3h30... mais pas question, pour nous, le matin, de rester dormir. Ce n'est pas pour dormir que nous sommes là ! nous ne sommes pas venus en vacances ! Sissoko veille, pas de discussions possibles. À sept heures, tous sur pied ! pour, à neuf heures, partir en manif autonome, direction la Maison des jeunes où d'autres caravaniers nous attendent. C'est lourd, il est vrai, c'est même très fatigant, les imprécations, l'irritation fusent sur Sissoko, mais, une fois en train, l'écho soulevé dans les rues, à chaque fois, par notre mobilisation au nom du *« ministère de la régularisation de tous les sans-papiers »*, nous récompense de toute fatigue et du manque de sommeil, nous réconcilie avec notre infatigable « porte-parole ».
Cette fois-ci, une trentaine de personnes, au départ. Musiciens et tamtams en tête, et quelques-uns d'entre nous se relayant au mégaphone pour expliquer dans les langues locales les raisons de la manif. Sur notre passage, du monde se joint à nous, puis, au marché, à mi-route, on ne compte déjà plus les enfants et les femmes qui nous rejoignent et nous accompagnent. Une école entière, proche du marché, sort de ses classes, les élèves nous suivent. Bref, c'est une grande foule qui arrive à la Maison des jeunes !
Là, il y a eu des prises de parole dans différentes langues, européennes aussi bien qu'africaines. Puis des ateliers avec d'autres caravaniers sur les motifs et revendications de la caravane et les luttes des sans-papiers, avec la participation des jeunes présents et d'autres personnes ayant suivi notre manif.
En quittant la Maison des jeunes, nous revoilà en marche : nouvelle manif dans les rues et jusqu'au stade, où rendez-vous est donné aux caravaniers pour partir au Sénégal, à Tambacounda.
Nous arrivons dans cette ville à une heure du matin au lieu de huit heures du soir comme prévu. La famille d'un sans-papiers, chez qui nous sommes attendus pour l'hébergement, a même tué un mouton en notre honneur, c'est à regret que nous ne pouvons pas nous mettre à table en bonne compagnie, il est trop tard pour faire la fête. Mais nous ferons honneur au mouton à notre réveil, au petit déjeuner du matin, avant notre nouveau départ. Et, cette fois-ci, un départ bien avant l'heure. Pour Kaolack.
À Tambacounda une manif de la caravane et des ateliers étaient prévus... Mais, en entrant au Sénégal, les puces maliennes des portables ne fonctionnent pas, il faut acheter des puces sénégalaises, personne ne nous avait prévenus (et pas mal d'autres caravaniers ne le savaient pas non plus). Les numéros que nous appelions ne répondaient pas, puis, sur une fausse information passée sur le portable de quelqu'un qui avait une puce internationale, nous avons cru que manif et ateliers étaient annulés, que les autres étaient déjà sur la route de Kaolack. Au contraire, c'est nous qui sommes partis en toute hâte tandis que les autres se préparaient à manifester dans Tambacounda !
La caravane y était dispersée à différents endroits, et ce qui nous est arrivé à cause de ce problème de puces est arrivé aussi à d'autres, peut-être bien à la moitié des caravaniers, qui sont ainsi allés de l'avant comme nous pour rejoindre ceux qui, en réalité, étaient encore derrière nous.

Kaolack

Nous sommes arrivés à Kaolack dans l'après-midi et là nous avons appris notre méprise. La manifestation et les ateliers se sont bien tenus à Tambacounda, mais en notre absence ; et la moitié de la caravane y était encore.
Pour ne pas demeurer en reste, dès notre entrée en ville nous revoilà dans les rues. Cinquante personnes toutes habillées pareil, hautes en couleur, avec nos tee-shirts bleus (inscription sur le devant, sur fond de dessin géographique Paris-Bamako-Dakar : *« Forum social mondial de Dakar : sans-papiers présents ! »* ; au dos : *« Paris-Bamako-Dakar : liberté de circulation »*), nos gilets orange (*« Liberté de circulation »*) et nos casquettes jaunes (*« Diel »*), et avec nos musiciens en tête habillés pareil eux aussi : nous étions bien visibles, bien audibles, et une fois encore nous avons attiré l'intérêt le plus vif de la population. Nous nous sommes rendus ainsi en manifestation jusqu'au lieu d'hébergement, là où devaient se tenir les activités du jour suivant : les ateliers du *« forum des luttes féministes africaines »*.
Le reste de la caravane est arrivé le soir, qui a été consacré en partie à la préparation des ateliers du lendemain avec les femmes déjà présentes sur place. Les ateliers ont été ouverts le 4 dans la matinée, en la présence du gouverneur et du maire, après un spectacle de danses africaines.
Le forum féministe de Kaolack, venant avant Dakar (où, de plus, les femmes n'auront pas beaucoup d'espace de parole), a été, d'après Simone, comme une sorte de *« contre-forum »*, ce qu'avait déjà été en partie la marche même de la caravane, vu en particulier ses mots d'ordre (absents du Fsm) sur l'ouverture des frontières et la régularisation de tous les sans-papiers. De l'avis de tous, en effet, la caravane et les ateliers de Kaolack ont été bien plus intéressants que le forum social même de Dakar.

Notes africaines 3

Bamako, lundi 31 janvier, nous (une délégation de huit personnes) sommes reçus au ministère des Maliens de l'extérieur par le secrétaire du ministre. La question posée était claire. Pourquoi des Maliens sont-ils expulsés en l'absence de document de nationalité sinon par la complaisance des fonctionnaires qui, au consulat, délivrent à la France les laisser-passer de ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas leur graisser la patte ?... L'argent des expatriés représente le huitième du Pnb malien, alors évidemment, pas toujours facile pour les politiciens au pays de se risquer à se mettre à dos les forces vives du pays. Mais dans les ambassades et consulats les fonctionnaires franchissent facilement le pas et rackettent les Maliens malchanceux tombés dans les pattes de la police française. Le secrétaire a admis que le ministre était au courant de ces pratiques. Mais le ministère des Affaires étrangères, dûment informé, n'aurait décelé aucune anomalie ni corruption au consulat de Paris... Enfin, accord a été pris avec lui : les collectifs de sans-papiers l'alerteront de toute arrestation, tentative d'expulsion et de délivrance de laisser-passer par le consulat. Copies des alertes seront automatiquement envoyées à radio Kayira, très écoutée à Bamako, et au parti d'opposition Sadi.
Plus tard, manif en direction de la Maison de l'Europe, avec l'*« ensemble »* (?) des composantes de la caravane... Sauf que, vu le nombre de participants... ou bien je n'ai pas tout compris !... Manif dynamique tout de même, au son des tam-tams. Pour signifier notre refus de cette Europe de la terreur.
Le soir, à la radio Kayira, Sissoko explique que les États africains sont responsables des expulsions de sans-papiers tout comme l'État français. Les peuples africains doivent exiger de leurs responsables politiques, s'ils ne veulent pas passer pour des vendus à l'Europe, qu'ils refusent les laisser-passer consulaires et dénoncent les accords bilatéraux signés avec la France... La radio a été aussi l'occasion d'entendre la parole d'un paysan dénonçant la situation des paysans chassés de leurs terres au Congo, en Angola, au Burkina... Au Congo, le prétexte est qu'ils ne sont pas d'origine congolaise. Après enquête, les trois-quarts des députés ne le sont pas non plus !

(pj49)

L'importance toute particulière de ce forum des femmes est montrée par la simple énonciation des thèmes de la première phase d'ateliers, les seuls tenus effectivement (*« situations et luttes des femmes au nord et au sud ; impacts de la dette sur la vie des femmes africaines ; diversité des féminismes ; droits des femmes et leur accès à la justice ; accès des femmes aux ressources : terre et souveraineté alimentaire »*), mais avant tout par la qualité et l'intensité des débats dont ont été capables ces femmes en lutte, venues surtout d'Afrique, mais aussi d'autres continents, apporter leurs témoignages sur la condition féminine. *[Voir aussi le témoignage ci-dessous]*
Les soirées du 3 et du 4 ont aussi été consacrées à des animations culturelles sur le lieu même des ateliers. Animations en deux phases : une première théâtrale, avec des saynètes du folklore national par différents groupes locaux et venant d'autres pays (surtout des femmes), puis une musicale avec chants de griottes et griots sur les thèmes de la femme et de l'émigration. Forte et remarquable présence et participation de la population de Kaolack.
Le lendemain 5 février, nous avons fait une manifestation tous ensemble, manifestation autorisée, grande sans doute pour cette ville, peut-être deux milliers de participants.
Il n'est pas sans intérêt d'apporter ici, dans le corps même de l'article, le témoignage d'Odile : *« Kaolack, 5 février. Manifestation des femmes. 7 h 30, tout le monde debout !... Annonce tonitruante : rassemblement de tous les groupes de la caravane à la Sécurité sociale pour la grande marche des femmes dans Kaolack. Comme d'habitude, la manif s'ébranlera deux heures plus tard à 11 h bien sonnées... Je rejoins les banderoles des féministes. D'abord celle d'un mouvement de femmes rurales, très peu nombreuses, constamment bousculées par les autres associations et... par les hommes ! Les appels fusent : "Les hommes derrière ! les hommes derrière !..." La marche des femmes a ses limites, elles ne sauraient impunément marcher devant les hommes ! Ils ne le supportent pas. Même bagarre avec les organisations. Le DAL ne comprend pas que sa banderole ne doit pas précéder celle des femmes. No-vox et quelques autres non plus d'ailleurs. Les féministes vont passer une partie de la manifestation à doubler les importuns pour tenter de récupérer la place difficilement acceptée - mais qui leur revient - en tête de manif. »*
Lorsque la marche dans Kaolack se termine, nous revoilà dans les bus, et cette fois c'est pour Dakar, destination finale de la caravane et de notre périple de cinq jours. Nous débarquons dans la capitale sénégalaise à la nuit tombée.

Dakar

Les caravaniers ont été chaleureusement accueillis à l'entrée de Dakar par les organisateurs du FSM qui nous ont donné à chacun un tee-shirt du forum, un badge de participant et un petit sac à porter en bandoulière. Mais, quant à nous, nous avons continué de porter notre tenue « réglementaire » *[celle décrite ci-dessus, pour l'arrivée à Kaolack]*. Tandis que le reste des caravaniers se sont installés dans un campement de tentes sur le campus de l'université Cheik Anta Diop, nous, comme auparavant, avons rejoint notre propre lieu d'hébergement chez une famille de sans-papiers. En fait, depuis ce moment il n'y a plus eu d'activité commune de la caravane.
Le lendemain, dimanche 6 février, il y a eu la manifestation d'ouverture du FSM dans les rues de Dakar, une manifestation vraiment énorme, avec d'immenses banderoles rivalisant d'inventivité et de slogans, mais surtout un vrai spectacle, incroyablement joyeux et multicolore, une fête africaine des yeux et des oreilles : costumes et masques populaires, chants et danses folkloriques, son de tam-tams, d'autres instruments de musique...
La présence des forces de police sénégalaises se faisait remarquer, mais plutôt en toile de fond, la sécurité était assurée par le service d'ordre du forum, vêtu d'un tee-shirt noir avec inscription jaune *« sécurité »*, très nombreux et très nerveux, pas aimable du tout. Au moment des prises de parole, à la fin de la manifestation (a parlé, entre autres, le président bolivien Evo Morales), ce sont des membres de ce service d'ordre qui, quand les organisateurs ont refusé la parole au « peuple sans-papiers et sans-État », nous ont repoussés et s'en sont pris à nos premiers rangs sans aucun ménagement. Ça a été, pour certains d'entre nous, la confirmation, et pour d'autres la révélation, que ce forum social mondial, loin d'être les prétendues assises *« altermondialistes »*, était comme une « foire au business » des ONG, associations, syndicats, et même des partis politiques, voire des gouvernements.
Dès le jour même de l'ouverture, s'ouvre pour nous la bataille du stand. Nous l'avions réservé et payé dès avant notre départ de Paris, mais, une fois sur place, et malgré les heures passées par Évelyne et Mamoudou dans les queues, pas de stand ! Alors, le jour suivant, Odile et Simone arrivées les premières sur les lieux, voient un beau stand inoccupé. L'occuper, placer nos enseignes, c'est l'affaire d'un moment, et tout le groupe s'y installe qui arrive en manifestant (entre parenthèses, c'est ce que nous avons fait tous les jours, du lieu d'hébergement distant de deux kilomètres jusqu'aux stands) : avec tout notre bazar, notre musique, nos tam-tams, nos animations - et Sissoko bien sûr, qui commence tout de suite à crier nos slogans dans son mégaphone.
Mais le jour suivant, voilà les légitimes « propriétaires » qui débarquent. Discussions. Comme il y avait du terrain libre, la chose finalement s'arrange : on a monté un autre stand « légitime » tout à côté.

Forum des femmes à Kaolack

Atelier 3, extrait de l'intervention de madame Koumbtouré, sénégalaise. *« Les féministes sont contre le patriarcat qui fait aussi du mal aux hommes. »...*
Une femme voilée supporte mal ce discours de libération et proteste évoquant le caractère incontournable des traditions.
Mme Koumbtouré : *« Mais de quelle tradition parlez-vous ? La tradition change tous les jours. C'est nous qui la faisons de manière à opprimer ou à libérer les femmes. La tradition est une construction sociale. Une fille de douze ans qui meurt en accouchant au nom de la tradition ? De quelle tradition parlez-vous ?... Le fait d'être polygame n'est pas un droit pour les hommes. Nous avons le droit d'avoir une vision critique des sourates et de la charia. »*

(Odile)

La parole des femmes au forum de Dakar

Cette parole a été trop souvent évoquée à la marge dans les synthèses, ou en annexe, quand il s'agit de plus de la moitié de l'humanité...
Les associations de femmes sont innombrables sur le campus de l'université. Elles sont remarquablement organisées. Elles dénoncent le système patriarcal générateur de violences de genre : polygamie, harcèlement, viol, prostitution, excision, féminicide...
Elles réclament un statut personnel des femmes qui garantisse leur autonomie. Elles luttent contre l'accaparement des terres et revendiquent leur place dans les conseils ruraux. Elles déplorent l'absence de scolarisation qui freine l'émancipation de trop nombreuses femmes.

(Odile)

Et nous voilà aussi définitivement installés. Comme tous les autres, nous pouvons aussi passer à la régulière à nos « affaires » : vente de tee-shirts, casquettes, journal, livre de Laura, tee-shirts et livre du CSP59 de Lille, etc., mais avant tout, comme toujours et partout, notre information et propagande sonore autour de la question de l'immigration et des luttes des sans-papiers en France. C'est cela qui attirait toujours beaucoup de monde, un public divers et curieux et notamment des étudiants de l'université, très gourmands du journal, et même des élèves ; un jour une classe entière s'est présentée devant nous, professeur en tête, ils voulaient savoir qui nous étions, ce que c'est qu'un sans-papiers.

Quant à nous-mêmes, nous nous sommes organisés par équipes. Une partie restait au stand, une autre essaimait dans les ateliers et vers les autres activités du forum.

Dans cette grande foire, à quelques dizaines de mètres de notre stand, il y avait (le hasard fait parfois bien les choses) le stand de la CGT. Somptueux, chapiteau au moins quatre fois plus vaste, mais toujours vide, muet comme une tombe, tout l'opposé de la toujours remuante et bruyante animation du nôtre. Jusqu'au jour où sous le chapiteau apparaît Raymond Chauveau entouré des représentants de la plupart des associations satellites (le *« groupe des 11 »*), et qu'il commence à déployer sa séduction oratoire pour répéter son habituelle rengaine, sur la CGT seule salvatrice des travailleurs sans-papiers en France, sur les *« milliers de régularisations obtenues par la CGT »*... Mais voilà, le « peuple sans-État », les représentants des collectifs autonomes de sans-papiers aussi se sont invités, et ils n'entendent pas laisser quelqu'un d'autre parler en leur nom. L'atmosphère s'anime, sous la grande tente le débat s'échauffe. Eux rappellent leurs luttes, les raisons de leur présence au forum, la parole refusée le jour de l'ouverture... aurait-on donc peur du mouvement autonome ? Et monsieur Chauveau de s'écrier : *« Moi, l'autonomie des sans-papiers je n'y crois pas ! »*

Cet épisode nous en rappelle un autre, tout à fait fortuit. La rencontre avec madame Aubry le jour de notre visite à l'Île de Gorée, l'*« île aux esclaves »* en face de Dakar. Pendant que, sur le quai, notre groupe attend l'ouverture de la maison des esclaves, la voilà qui surgit accompagnée d'Harlem Désir. Sans hésitation, Sissoko les aborde et les interpelle sur la question des sans-papiers. Ils se montrent intéressés, informés, citent RESF et la CGT... et ils confirment la position connue du PS : non à la régularisation globale des sans-papiers. Néanmoins madame Aubry promet de les recevoir à leur retour à Paris.

Le pdf de ***la Voix des sans-papiers***
est téléchargeable gratuitement sur le site :
mondialisme.org - rubrique vagabondages
et aussi sur les trois sites suivants :
http://www.facebook.com/Coordination75
http://sanspapiers.info (***Quotidien des sans-papiers***)
http://www.carre-rouge.org
Sur les deux derniers sites est téléchargeable aussi le pdf du numéro unique ***le journal de Baudelique occupé***
et sur le dernier le pdf du numéro 13 du
journal de la Bourse du travail occupée
consacré à l'expulsion des sans-papiers et au matraquage/gazage de femmes et enfants par le SO de la CGT de Paris en juin 2009
Les pdf des 12 premiers numéros du
journal de la Bourse du travail occupée sur le site
http://bourse.occupee.free.fr
Pour nous écrire :
voix.sans.papiers@gmail.com
Lisez, téléchargez gratuitement, imprimez, diffusez
la Voix des sans-papiers

Il y aurait plein d'autres faits plus ou moins importants ou significatifs à rapporter. N'en rappelons que deux, pour finir. Pendant le forum, des contacts ont été noués pour mettre en place au Sénégal une structure sœur de l'AME. Elle verra sans doute très prochainement le jour à Dakar.

Enfin, signalons la manifestation non autorisée (sur l'initiative des groupes de la caravane) qui s'est tenue le 10 février et qui a vu la participation d'environ deux-mille personnes en direction de l'antenne de FRONTEX à Dakar. Les buts et les revendications étaient les mêmes que ceux de l'expédition de Nioro et Gogui : avec cette action, notre périple africain a bouclé la boucle en se terminant de la même façon qu'il avait commencé.

Conclusion

Pendant tout notre voyage, et plus encore à son terme qu'à son début, le sentiment de son importance nous a accompagnés, et il s'est corroboré au cours des étapes successives. Le fait qu'une délégation des collectifs de sans-papiers venant de France ait porté, dans ces pays d'Afrique d'où ils sont originaires en majorité, leur parole et leur point de vue sur les luttes qu'ils mènent et les souffrances qu'ils endurent dans le « paradis » européen, a été une expérience inoubliable pour nous tous. Son importance pour nous, mais aussi, osons-nous croire, pour les populations, villes et villages que nous avons touchés, nous est apparue, au fil des jours, claire et certaine. Notre message sur la libre circulation des êtres humains, sur la possibilité d'un monde sans frontières et à la mesure des hommes et des femmes, a été largement, infatigablement diffusé, et, qui plus est, a été compris, applaudi, chaudement partagé par des populations, des familles, des individus que les problèmes créés par un monde quadrillé de frontières « nationales » touchent au plus profond de leur existence de tous les jours.

Nous avons pu constater que le mot même de « sans-papiers » est largement ignoré par les populations d'où nombre d'entre eux viennent, que ce soit dans les campagnes ou dans les grandes villes comme Dakar. Mais dès que son sens leur était expliqué (comme à ces étudiants du campus universitaire de Dakar et à ces élèves venant s'enquérir de nous), ils comprenaient tout de suite qui nous étions, pour quoi nous luttons, et que notre lutte est aussi la leur.

Cette importance de notre délégation, mais, avant cela, de la nécessité de l'autonomie du mouvement des sans-papiers, a été particulièrement évidente à Dakar. Sans notre présence, d'autres auraient parlé à notre place dans cette vitrine planétaire ; alors même que la question des sans-papiers a été le dernier des soucis des organisateurs de ce *« Forum social mondial »*.

Notes africaines 4

Loin de Paris, Dakar comme avant Bamako apparaissent malgré tout comme des îlots de liberté. Les flics sont plus que rares, et même les CRS locaux aperçus à Dakar pendant la marche du forum étaient en petit nombre comparés aux déploiements parisiens. D'après la presse sénégalaise, c'était là un déploiement exceptionnel. La France et l'Europe vues d'Afrique sont des terres barbares peuplées de voyous en uniforme qui contrôlent une population de moutons terrorisés et de mouchards racistes. Je n'ai vraiment pas envie de rentrer dans cette prison à ciel ouvert !

(pj49)

Après là-bas, les luttes ici

Je vais essayer de résumer les points qui m'ont semblé, vus *de là-bas*, positifs et prometteurs en termes de perspectives *pour ici*.

L'entrevue avec le secrétaire du ministre des Maliens de l'extérieur *[voir « Notes africaines 3 » p. 5]* a été positive en ce qu'il s'est engagé à intervenir auprès de son collègue des Affaires étrangères (de qui les consulats dépendent) concernant les expulsions irrégulières de France vers le Mali. Il a semblé de bonne foi, mais les choses ne sont pas aussi simples ; même dans le meilleur des cas, elles demandent bien de l'organisation préalable. Cela suppose une coordination des collectifs de sans-papiers avec les associations présentes dans les CRA pour que l'alerte soit lancée dès qu'un Malien est arrêté, car la transmission des coordonnées au Mali doit être immédiate, si l'on veut réellement empêcher que ne soit délivré le laissez-passer consulaire. En tout cas, il n'y a aucune garantie que le gouvernement malien tiendra un tel engagement de son ministre.

Il faudra créer et consolider ces liens *ici*, pour utiliser les contacts que nous avons pris *là-bas* (radio Kayira et le parti SADI ; alors seulement nous aurons un moyen d'empêcher les expulsions. Il y a là un rapport de force tout à construire : le point d'appui du levier est l'importance de l'argent des expatriés dans l'économie malienne, le fait que le gouvernement malien risquerait d'être fragilisé, s'il était interpellé au parlement par l'opposition sur un sujet aussi sensible.

Les contacts pris avec les expulsés sénégalais et d'autres pays africains, au long de la route de Bamako à Dakar, pourraient de plus faire naître des associations *là-bas*, de manière à se coordonner pour réclamer une plus grande facilité de visas auprès des consulats français et aussi à faire pression sur les responsables politiques de ces pays pour qu'ils refusent la délivrance des laissez-passer consulaires. Les collectifs les appuieraient *d'ici*, par des actions *ad hoc*.

Personnellement, ce voyage en Afrique m'a permis de prendre du recul par rapport à la situation en France, et notamment d'y voir plus clair quant à la problématique parisienne telle que je la sentais. Les réflexions qui suivent, si elles sont d'ordre général pour les rapports des organisations au mouvement, me semblent incontournables pour la situation des collectifs de sans-papiers surtout à Paris.

Au FSM de Dakar, des réunions ont permis de préciser certaines positions syndicales françaises. Étaient présentes, en effet, une délégation de la CGT avec Raymond Chauveau et une délégation de Solidaires avec d'anciens grévistes de MAN-BTP *[une des premières grèves de sans-papiers intérimaires parisiens en 2008]*, délégués de leur boîte.

Le discours de la CGT était un peu moins triomphal que d'habitude (même si sans changement quant au fond, avec, toujours présente, sa marque de fabrique, l'autosatisfaction) : il était difficile, dans le contexte africain, de tenir les mêmes propos qu'à Paris et de rejeter les camarades des collectifs comme ce fut le cas sur les piquets de grève parisiens.

Autrement intéressante fut la discussion avec Solidaires. Ces camarades semblent se rendre enfin compte de l'impasse dans laquelle les ont entraînés le suivisme à l'égard de la CGT et l'alliance avec une CFDT prônant l'immigration choisie ; CFDT d'ailleurs absente de toutes les grèves et manifestations de sans-papiers, mais présente pour mettre son veto à toute volonté d'élargissement et de radicalisation de la lutte.

Visiblement, certains l'ont plutôt mauvaise, en face des résultats catastrophiques (dès qu'on sort du triomphalisme et de la langue de bois de la CGT) de ces trois dernières années de *« régularisations par le travail »* (en fait, d'application de l'article 40 de la loi Hortefeux et de consécration de la division catégorielle des sans-papiers en matière de régularisation administrative). Pour continuer cette stratégie suicidaire, il ne leur reste qu'un argument, celui de *« l'unité »* syndicale, associative et politique des orgas françaises.

Argument définitif ; et d'ailleurs rabâché déjà jusqu'à l'écœurement par les délégués des collectifs pendant le semblant d'« États généraux » de la CNSP *[coordination nationale des sans-papiers ; voir La Voix des sans-papiers n°1]* ; argument qui se dressait comme un jugement a priori, non sujet à discussion, contre toute opinion différente, et condamnait toute opposition au silence.

L'UNITÉ ! que de lâchetés, de renoncements, de trahisons commises en son nom ! L'histoire du mouvement ouvrier en est pleine. Le simple rappel des échecs de ces dernières années, consommés pour préserver « l'unité », devrait suffire pour faire rejeter une stratégie fondée sur ce leurre. Échecs, malgré une combativité sans faille des sans-papiers grévistes et des collectifs de sans-papiers, aussi bien que des personnes solidaires des uns et des autres. Et stratégie qui n'en est pas une ; « stratégie » des petits pas et des négociations de salon autour de « revendications » plus que minimales (voire minables). Stratégie qui n'a été, pour la centrale CGT, qu'une opération de marketing. En interne, pour désarmer une opposition de plus en plus remuante (mais : *« l'unité, c'est sacré, surtout pas la briser ! »*), et, en externe, pour prouver au gouvernement que la CGT est le seul interlocuteur syndical valable sur la question de l'immigration.

Voilà comment, de défaites en défaites, nos *loosers* professionnels ont pu continuer de claironner la victoire... *de l'unité préservée* !

Mais qu'est-ce donc que cette unité dont on nous saoule à longueur de discours ? Unité avec qui ? pour faire quoi ? et surtout, pour aller où ? autrement dit, sur quel programme revendicatif ou politique ?

Ces questions peuvent paraître anodines seulement à ceux pour qui le nombre de signataires au bas d'un tract est une victoire en soi. Mais l'essentiel est bien dans ces questions.

Le problème de l'unité n'est pas une nouveauté dans les luttes des prolétaires, mais il est aujourd'hui particulièrement obscurci par une longue pratique jamais remise en cause, et qui semble régner presque sans partage. La pratique de ceux qui considèrent le front unique ouvrier comme unité des *organisations* ouvrières. À cette pratique de l'unité d'*« en haut »* s'oppose celle des luttes réelles, sur les lieux mêmes des luttes, le front unique d'*« en bas »*, l'union ouvrière *à la base*, sur des revendications communes, ponctuelles ou générales, indépendamment de l'appartenance à quelque organisation que ce soit.

Le mouvement des sans-papiers n'échappe pas à cette dynamique contradictoire. À tel point que les collectifs qui tentent d'y échapper subissent, même à leur corps défendant, les « stratégies » imposées par les organisations françaises, et, les plus vaillants, finissent souvent par se retrouver marginalisés.

Mais, si l'essentiel est le programme revendicatif, alors se pose la question des perspectives immédiates, pour que le mouvement reparte de l'avant. Ne serait-il pas judicieux de remettre enfin à l'ordre du jour les revendications historiques du mouvement des sans-papiers ? *Carte de résident de dix ans pour tous les sans-papiers ; suppression des CRA ; abolition de la taxe ANAEM ; respect du droit international d'asile*.

Les camarades de SUD-Solidaires mettent en avant leur faiblesse numérique et les réticences internes à l'égard d'une stratégie différente du front unique des orgas françaises alignées sur la CGT. Mauvais argument et mauvais calcul. Car le propre des mouvements gagnants est leur capacité d'élargissement *à la base*.

La reprise des revendications de Saint-Bernard aurait trois effets unificateurs majeurs : d'abord, élargir le mouvement à tous les sans papiers, car elles intéressent des centaines de milliers de migrants (y compris les régularisés d'un an, car un an est vite passé, le renouvellement n'est pas sûr du tout, et quelle angoisse...) ; ensuite, pousser les collectifs à se coordonner pour la bataille autour et dans les CRA et contre les administrations ; enfin, permettre aux oppositions *« lutte de classe »* dans la CGT de mener leur combat interne en se positionnant clairement sur ces revendications cruciales pour tous les prolétaires, sans ou avec papiers.

(pj49)